

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 219 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE - 17 FEVRIER 1976

TRANQUILLE CERTITUDE

L'actualité voudrait que je parle dès maintenant des travaux du 22ème congrès du Parti communiste. Mais comment suivre les débats d'un parti politique quand on se trouve, au même moment, absorbé par les Journées Royalistes ? Les échos transmis par les radios et le coup d'oeil jeté aux journaux ne permettent pas d'entreprendre une analyse sérieuse. Reportons-la au prochain numéro du journal (qui paraîtra désormais avec régularité, c'est promis) tout en restant dans cette actualité. Comment cela ?

A la réunion de cloture de nos journées, Gérard Leclerc a dit - entre autres précisions sur notre conception du combat royaliste - que la NAF n'était pas et ne serait jamais le parti de la réaction. J'ai repris la même idée en précisant que nous n'étions pas le parti de la peur.

Certains prendront cela pour de simples propos de tribune. D'autres seront choqués, estimant avec Paul Bourget que "réagir est la loi même de la vie". N'oublions pas que les comparaisons entre la politique et la biologie sont toujours douteuses, voire dangereuses. Je sais bien que l'on peut dire qu'il est sain de réagir contre la mort d'une civilisation, contre le déclin de certaines valeurs, etc... Mais il ne s'agit finalement que d'une pirouette destinée à masquer le caractère négatif d'une attitude. Car le réactionnaire est celui qui refuse, sans jamais se révolter autrement qu'en paroles. Il proteste. Il s'indigne. Il croit ainsi dire non à la mort, au déclin. Il refuse en fait ce qui change, ce qui bouge, ce qui vit.

D'où le perpétuel procès à ceux qui, ayant le souci du présent, sont accusés de faire des concessions, de pactiser avec "l'autre" toujours considéré comme l'ennemi. D'où ce refus de regarder, d'écouter, d'analyser avant de porter un jugement.

C'est ainsi que la peur des "forces de la mort" (ou supposées telles) devient un refus de la vie. Erreur tragique dans laquelle on risque de s'installer. Car l'engagement réactionnaire, qui n'est que réflexe de protection contre une menace, n'a plus de raison d'être si l'objet de la peur disparaît. D'où les difficultés des groupes d'extrême-droite après la fin de la guerre froide. D'où l'attitude actuelle des partis au pouvoir, qui veulent convaincre leurs électeurs (et parfois se convaincre eux-mêmes) que les "communistes n'ont pas changé". C'est que la peur du communisme est le seul atout électoral de M.Giscard d'Estaing. C'est que cette peur est devenue pour beaucoup la seule raison de combattre.

On comprend donc qu'un communisme éternellement semblable à lui-même soit indispensable à la droite contemporaine, de même que le spectre de la "Révolution de 89" était nécessaire pour réveiller les ardeurs de la droite du 19° siècle. Celle-ci ne voyait pas que les disciples de Robespierre étaient devenus des universitaires amateurs de bonne chère : ses descendants conviendront que M.Servan-Schreiber n'a rien d'un sans-culotte.

.../...

De même il faut bien admettre qu'en un demi-siècle le communisme ait pu subir des transformations qui apparaissent de façon éclatante en ce 22^e congrès.

Au fond, est-il interdit d'envisager une évolution du P.C. vers un populisme (le mot n'est pas péjoratif) qui renouerait avec la tradition socialiste française ? Je ne formule là qu'une hypothèse, en espérant qu'elle pourra servir à une plus juste appréciation de l'avenir du Parti. Mais je n'ai jamais prétendu "dire" le P.C. comme un légiste "dit le droit" ou comme un dogmatique "dit la doctrine". Sur l'ampleur de la mutation, sur l'évolution future, il est toujours possible de discuter, de nuancer, de préciser, d'infléchir si besoin est. Mais il ne me paraît pas défendable de refuser l'hypothèse même du changement, et d'accuser ceux qui la formulent de concessions ou de les soupçonner d'être "manipulés" ou "marxisés".

Nous reviendrons la semaine prochaine sur le Parti Communiste, et sur ce *front des patriotes* qui ne saurait l'exclure. Mais comme la presse a déjà fait largement écho à ce vœu du Comité Directeur de la N.A.F., je tiens à préciser dès maintenant qu'il ne s'agit ni de démagogie, ni de faire des politesses à la gauche. Nous ne renions aucune de nos analyses et nous n'abandonnons aucune des critiques de fond que nous adressons au Parti. Si nous n'hésitons pas à lutter au côté des communistes, c'est parceque l'enjeu est essentiel : il s'agit de l'indépendance, et plus précisément encore de la libération nationale. C'est aussi parceque nous n'avons pas peur. Nous sommes trop sûrs de nos choix, trop conscients de ce que nous sommes, trop attachés à notre communauté intellectuelle et militante pour craindre le contact des autres formations politiques. C'est pourquoi nous regardons tranquillement et amicalement le compagnon qui emprunte le même chemin.

Cette tranquille certitude - qui n'exclut ni la passion, ni le débat - se voyait hier à Versailles. Elle se vérifiera demain dans le combat.

Bertrand RENOUVIN

§ La N.A.F. au "Petit Rapporteur", à l'occasion des journées ! Mais oui. D'autres mouvements politiques se sont récusés. Nous pas. On ne dédaigne pas la plaisanterie chez nous. Mais au fait, de sérieuses coupures (comme il est normal) ont été faites à la conversation de Bertrand Renouvin et de Daniel Prévost. Et si nous publions ce que le Petit Rapporteur n'a pas dit ?

§ Reconnaissons que dans son numéro du Lundi 9 février, notre confrère "L'Humanité" n'a pas trahi les propos de Bertrand Renouvin. Il est vrai également que nous sommes dans la "tradition d'un royalisme populaire" !

§ "Europe n° 1" , pour la première fois depuis bien longtemps, nous a accordé un temps d'antenne pour une interview. Espérons qu'ils n'en resteront pas là et que ce poste périphérique se fera maintenant régulièrement l'écho de nos activités et de nos prises de position.

§ Un souvenir des "Journées de Versailles". Une série de vingt diapositives couleur sur les journées royalistes a été réalisée par le groupe audio-visuel. Cette pochette vous sera envoyée contre la somme de 35 F (C.C.P. N.A.F. Paris 193-14 2) .

§ Date de parution du journal et de la lettre. A partir de cette semaine le journal et la lettre paraîtront régulièrement le mardi soir. Les abonnés devraient les recevoir au plus tard le jeudi.

AUTOUR DES JOURNEES ROYALISTES

La N.A.F. de la semaine prochaine donnera le compte-rendu détaillé et illustré des journées royalistes de Versailles. Tout le monde sait d'ores et déjà qu'elles ont été un succès. Les trois chaînes de télévision, les radios, la presse ont donné à l'évènement un très large écho. Les observateurs présents ont été unanimes à souligner le sérieux des travaux, le caractère passionné des débats, l'impression générale favorable que donnaient ces centaines de militants royalistes, parfois si divers, mais rassemblés par une commune passion. La N.A.F. a donné une fois de plus la preuve, s'il en était besoin, qu'elle constituait le seul mouvement royaliste sérieux, vraiment engagé dans les luttes de la France moderne.

Si la N.A.F. n'était pas cela, si elle ne constituait pas une force avec laquelle il faut compter et que certains même redoutent, comment expliquer cette série de faits convergents à travers lesquels notre mouvement a été visé, comme si d'aucuns avaient juré sa perte. Rappelons pour mémoire cette série d'attentats dont les conséquences auraient pu être dramatiques.

Et puis, il nous faut signaler d'autres faits qu'en d'autres temps nous aurions tus s'ils ne s'inscrivaient dans une série de manoeuvres qui tendent à nous nuire gravement. Ce fut d'abord ces coups de téléphone donnés à nos invités des deux grands débats de samedi et de dimanche pour les décommander sous prétexte d'une crise interne qui nous obligeait à supprimer notre manifestation de Versailles. Gamineries ? Bien sûr, mais ces gamineries se multiplient singulièrement ces temps-ci. Une personnalité n'a-t-elle pas reçu un faux injurieux à son égard, présenté comme émanant de Bertrand Renouvin ? Décidément on a l'impression que tous les moyens sont bons pour nous abattre.

Le clou de l'affaire, ce fut cette série de nouvelles mêlant le vrai et le faux déversée par de bons apôtres dans les salles de rédaction et dont un article paru dans *Le Monde* daté du samedi 7 février s'est fait l'écho. La N.A.F. serait en proie à une "scission". Une grave hémorragie de militants l'aurait atteinte. Des comités d'initiatives de base se seraient créés pour lutter contre la direction parisienne.... Le vrai mêlé au faux, disions nous. Oui car il est faux, comme le constatait Laurent Zecchini du *Figaro* que cette prétendue scission ait provoqué l'hémorragie chez nous. Nos forces vives sont intactes, Versailles l'a montré. D'autre part, les membres de nos sections d'Aix en Provence et de Nice ont vivement réagi en apprenant qu'ils avaient quitté la N.A.F. ! Quant aux autres sections citées, à deux exceptions près, elles n'existent (malheureusement) pas, et les militants isolés qui travaillent actuellement pour les constituer se sont frottés les yeux en apprenant qu'ils nous avaient quittés. Voilà pour le faux. Mais le vrai ? Le vrai c'est qu'il existe avec quelques cadres, en rupture actuellement avec le mouvement, une série de désaccords graves que d'un commun accord nous n'avons pas voulu mettre jusqu'à présent sur la place publique. Des manoeuvres extérieures les ont officialisés. Nous sommes donc placés devant l'obligation de nous expliquer. Ce sera fait également dans un prochain numéro du journal. En attendant, précisons seulement : Oui, il est vrai qu'une publication intitulée "Cohérences" et dont le siège se situe à Grenoble, est diffusée abondamment dans certains milieux royalistes. Cette publication s'attaque à la N.A.F. dont elle conteste l'identité et la stratégie. Sur ce terrain nous avons répondu dans un numéro spécial des Cahiers de l'I.P.N. (cahier hors-série N° 1 - 10 F franco), sur d'autres points "Cohérences" nous attaque avec une inélégance et des procédés que nous ne qualifierons pas. Est-il utile de dire que sur ce terrain là nous ne répondrons pas.

C'est le lot de toute entreprise politique que de susciter l'opposition voire le dénigrement. Cela ne nous fera pas broncher. Cela n'a pas entamé les réserves d'enthousiasme qui se sont manifestées à Versailles.

Ah, oui, rassurez-vous, les amis. La N.A.F. ça marche !

INVESTISSEMENTS ETRANGERS EN FRANCE

La forte croissance de notre économie sur la période 1959-1973 a attiré vers notre pays un important courant d'investissements étrangers. Une productivité du travail élevée, un marché réceptif, une forte propension à la consommation dans une population largement acquise à la croissance et bien d'autres facteurs par ailleurs souvent analysés dans la N.A.F., expliquent ce phénomène. Le vieil adage populaire, "on ne prête qu'aux riches" s'est révélé parfaitement exact.

Mais l'aggravation de la crise économique pourrait tout aussi bien déclencher le phénomène inverse. Ce n'est pas une hypothèse d'école. Plus touchée que la France par une crise qui n'est pas seulement économique, l'Italie est aujourd'hui désarmée devant le départ d'un nombre croissant d'entreprises étrangères. Et tout mouvement de ce type ne peut, à l'évidence, qu'accélérer la récession.

Publiée il y a deux mois une note du Ministère de l'Economie et des Finances relative aux investissements étrangers en France permet d'en apprécier la place avec une bonne précision et surtout de mesurer l'enjeu d'une politique préventive de contrôle dont la simple idée n'a pas encore effleuré nos dirigeants.

Notons également que le constat officiellement dressé se limite d'une part aux statistiques disponibles au 1er Janvier 1973, alors que le courant d'investissements étrangers a été très important en 1973 et ce jusqu'au milieu de 1974, et d'autre part aux seuls secteurs industriels à l'exception des industries agro-alimentaires, excluant le secteur du bâtiment et des travaux publics et surtout l'ensemble du secteur tertiaire. Nous aurons donc tendance à majorer les chiffres publiés pour atteindre la réalité 1976.

Ainsi, il y avait en France, au 1er janvier 1973 un peu moins de 7% d'entreprises à capitaux étrangers (avec une participation au capital d'au moins 20%). Chiffre minime, proportion marginale, en apparence. Mais la proportion passe à 24% si l'on considère les investissements, à 26% sur le plan du chiffre d'affaires, et enfin à 18% des effectifs employés. Il y a trois ans 850 000 salariés dépendaient donc d'entreprise à participation étrangère, dans le secteur industriel. Combien sont-ils aujourd'hui ? Proches du million sans doute.

Ces chiffres globaux recouvrent aussi des réalités sectorielles ou régionales bien différentes. Ainsi 43% des effectifs du secteur Pétrole et carburants dépendent de capitaux étrangers, de puissances étrangères. Le pourcentage est de 40% dans le secteur du machinisme agricole, de 30% dans celui de la construction électrique, de 25% dans la mécanique de précision.

Sur le plan régional, la part des effectifs industriels employés dans des entreprises à participation étrangère est supérieure à 20% en région parisienne (26,2%), en Alsace (24%), en Lorraine, Picardie, Haute Normandie, Centre.

Dernière donnée, ce sont les Etats Unis qui ont le plus investi dans l'industrie française avec environ 30% du nombre total d'entreprises à participation étrangère. Ils sont suivis de près par l'Allemagne et la Grande Bretagne. Et les financiers anglais restent aujourd'hui très actifs, à preuve ces deux informations relevées dans la presse spécialisée le 9 janvier 1976 : "La société britannique Associated Biscuit Ltd vient d'acquérir une participation de 70% dans le capital de la société France-Feuilletée", "Le groupe britannique Great Universal Stores vient d'acquérir une participation majoritaire dans une société lyonnaise qui gère un magasin de vêtements sous l'enseigne Piccadilly(...) Great Universal Stores contrôle déjà en France Burberrys, Le Phénix, et 100 000 chemises" (La correspondance économique - 9 janvier 1976).

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "la lettre de la N.A.F."
et à la N.A.F. bi-mensuelle :

Un an : 70 F - six mois : 40 F - trois mois : 20 F

Règlements : C.C.P. N.A.F. 193-14 Paris